

Marché MPPA 2025-02

2025-698/02/00-00-01, 2025-698/02/00-00-02, 2025-698/02/00-00-03

Marché réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés

**Prestation de collecte, de traitement et de destruction des
documents et archives pour un groupement de Caf de la
région Auvergne Rhône-Alpes**

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

En application des articles L2113-12, et R2113-7,
R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la Commande Publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP Commun à tous les lots

- Nomenclature en application de :
- **Classification de la branche famille de sécurité sociale : 83.90**
 - **Classification CPV : 92512100-4, 92512000-3**

Ce document comporte 11 pages

Février 2025

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la collecte, le traitement et la destruction de manière confidentielle des documents et archives pour un groupement de Caisse d'allocations familiales de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Les prestations attendues sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe.

2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Procédure et forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

Le marché prend la forme d'un accord-cadre avec une partie forfaitaire et une partie exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pour les prestations hors forfait, selon les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article L.2113-12 du code de la commande publique, le présent marché ne peut être attribué qu'à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5213-1 du code du travail, à des établissements et service d'aide par le travail mentionnés à l'article L.344.2 du code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Dans l'hypothèse d'une dénonciation du marché, les commandes émises avant la date d'effet de la dénonciation du marché demeurent à exécuter.

Le montant du marché n'excédera pas, reconductions comprises :

- Pour le lot n°1 : 56 000 € H.T
- Pour le lot n°2 : 56 000 € H.T
- Pour le lot n°3 : 30 000 € H.T

2.2. Décomposition

Le présent marché est décomposé en 3 lots, chacun traité par marché séparé :

- Lot n° 1 : Caf du Rhône,
- Lot n° 2 : Caf de l'Ain,
- Lot n° 3 : Caf de la Drôme

2.3. Parties au marché - Groupement de commandes

Les parties contractantes sont :

- D'une part, **les Caisses d'allocations familiales**, membres du groupement de commande, qui ont désigné dans la convention constitutive de groupement, la Caf du Rhône comme Coordonnateur du groupement, représentée par Madame Agnès FAURE, Sous-Directrice ressources logistiques et innovation, agissant par délégation de la Directrice Générale, Madame Véronique HENRI-BOUGREAU.

Ci-après dénommée « Le Coordonnateur »

- D'autre part, **l'entreprise titulaire d'un lot de l'accord cadre**,

Ci-après dénommée « Le titulaire ».

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de chaque Caisse d'allocations familiales du groupement auquel toutes les oppositions doivent être signifiées.

2.4. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de notification du marché.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au 25 avril 2025 pour les trois lots.

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois, reconductible tacitement deux fois par période d'un an.

En cas de non-reconduction, la décision sera notifiée au titulaire au moins trois mois avant l'échéance par lettre recommandée avec avis de réception postal ou tout autre moyen de donner une date certaine à la notification.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le marché est régi par les documents ci-après qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

3.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement pour chaque lot,
- Le Bordereau des prix pour chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun aux trois lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe communs aux trois lots,
- Le Cadre de réponse pour chaque lot,
- Le RGPD.

3.2 Pièces générales

- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics,
- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif aux marchés publics,
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS),
- Décret 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux.
- La Charte Nationale de Sécurité du Système d'Information de la branche famille.

Les documents originaux seuls faisant foi, sont conservés par le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Le titulaire s'engage en outre à une exécution des prestations dans le complet respect des règles de l'art.

4. VERIFICATION ET ADMISSION

La vérification et l'admission des prestations seront effectuées conformément aux dispositions du CCAG-FCS du 31 mars 2021.

5. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, faute par le prestataire de remplir les obligations qui lui sont imposés par le présent marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Descriptif	Pénalités
Non-respect de la fréquence d'exécution des prestations	30 euros par jour de retard vis-à-vis du planning transmis pour les prestations non exécutées
Non- respect de la pesée, de la fourniture de conteneurs, bennes	50 euros par enlèvement
Non-remise du bon d'intervention	50 euros par bon d'intervention
Non-remise du certificat de destruction confidentielle	50 euros par destruction confidentielle
Non-respect du retrait des feuilles plastiques et élastiques (pour lot n°1)	50 euros par opération de désarchivage

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des retenues.

Le titulaire est tenu de remédier dans les plus brefs délais aux observations qui lui sont formulées par la Caf concernée.

Les pénalités que le prestataire aura encourues seront déduites lors du prochain règlement à lui effectuer. Le prestataire a un délai de quinze jours pour formuler ses observations.

Le montant des pénalités ne pourra pas excéder 10% du montant du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus d'arrêt de la prestation.

Les pénalités sont hors champs d'application de la TVA et sont indiqués en euros net. Ces pénalités ne sont pas révisables.

6. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

6.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont ceux mentionnés dans le Bordereau des Prix (BP) du Titulaire.

- Le prix global et forfaitaire de la prestation de désarchivage, à la prestation de collecte, comprend le transport, la manutention, la mise à disposition de container dédié au transport.
- Le prix H.T. à la tonne, à la prestation de collecte, correspond au coût de traitement de la destruction des documents et la remise du certificat de destruction pour la quantité ou par collecte effectuée.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent tous les coûts afférents à la prestation.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux déplacements (y compris les éventuelles visites du volume de la prestation), la collecte, le transport, au traitement des déchets, la manutention, à l'assurance, au stockage, la destruction des archives et documents administratifs attestant le tonnage et la destruction.

Ces prix tiennent compte, le cas échéant, des sujétions d'exécution suivantes :

- Difficulté de travail en escalier,
- Difficulté de travail à la lumière artificielle,
- Pénibilité du travail due à la poussière,
- Gêne occasionnée par l'encombrement des locaux ou la présence du personnel.

Et toutes les autres sujétions quelles qu'elles soient et que le titulaire est réputé connaître.

Les prix sont établis hors TVA, libellés en euros. Le taux applicable de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au jour de la facturation.

6.2. Forme des prix – Révision

Conformément à l'article 11.1.3 du CCAG-FCS, il revient au titulaire d'établir sa demande de paiement en joignant le calcul de la révision (coefficients de révision et source documentaire). A défaut, sa ou ses demandes de paiement seront rejetées par l'acheteur

Les prix révisés seront applicables pour tous les nouveaux bons de commande émis après la date d'application de la révision des prix.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les lots sont traités à prix global et forfaitaire pour la partie désarchivage et à prix unitaire à la tonne pour la partie destruction.

Les prix sont fermes pendant la durée totale du marché. Ils seront révisés à la date anniversaire par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85(\text{ICHTrev-TS-N1} / \text{ICHTrev-TS-No}))$$

P = prix ajusté, applicable durant l'année qui suit la révision.

P₀ = prix de base du marché.

ICHTrev-TS-N1 : indice du coût horaire du travail (révisé), tous salariés, dans les " activités de services administratifs et de soutien", correspondant au mois précédant la date de révision ou à défaut le dernier index publié le 1^{er} janvier de l'année concernée.

ICHTrev-TS-No = valeur de l'indice connu au mois d'établissement des prix soit septembre 2024 : 140,5-

Identifiant INSEE 001565196

6.3. Modalités de facturation et de règlement des prestations

6.3.1 Facturation

Après exécution de commande, le titulaire transmet une facture à l'organisme.

Les prestations dûes au titre du présent marché seront réglées à terme échu et sur présentation des factures indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles le titulaire prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement sous réserve des dispositions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements,
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

La suspension du délai prévu au 1^{er} alinéa du présent article s'exerce dans les conditions décrites aux articles R.2192-10 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, le versement d'une somme forfaitaire de 40 € et des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Pour le lot n° 1 – Caf du Rhône

Chaque mois, après exécution des prestations, les factures accompagnées du bon d'intervention et des certificats de destruction seront adressées **UNIQUEMENT** par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante :

Portail Chorus Pro - n° Siret de la Caf du Rhône : 534 037 254 000 16

Outre les mentions légales, les factures doivent comporter les indications suivantes :

- Les références du marché et du lot,
- Le montant H.T.,
- Les taux et les montants de la TVA,
- Le montant T.T.C.

Pour le lot n° 2 – Caf de l'Ain

Les bons d'intervention et les certificats de destruction sont adressés chaque mois par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

secretariat-direction@caf01.caf.fr

Chaque mois, après exécution des prestations, les factures sont adressées **UNIQUEMENT** par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante :

Portail Chorus Pro - n° Siret de la Caf de l'Ain : 77931122400025

N° service : ordonnancement

N° engagement : néant

Outre les mentions légales, les factures doivent comporter les indications suivantes :

- Les références du marché et du lot,
- Le montant H.T.
- Les taux et les montants de la TVA,
- Le montant T.T.C.

Pour le lot n° 3 – Caf de la Drôme

Chaque mois, après exécution des prestations, les factures accompagnées du bon d'intervention et des certificats de destruction seront adressées **UNIQUEMENT** par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante :

Portail Chorus Pro - n° Siret de la Caf de la Drôme : 775 573 397 000 61

Outre les mentions légales, les factures doivent comporter les indications suivantes :

- Les références du marché et du lot,
- Le montant H.T.,
- Les taux et les montants de la TVA,
- Le montant T.T.C.

7. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé du suivi de l'exécution auprès de chaque organisme.

Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des commandes effectuées dans le cadre du présent marché.

Dans ce cadre, il apportera toute diligence à la résolution des dysfonctionnements de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur nomme également un coordinateur qui assurera le suivi du déploiement du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire, chargé des aspects administratifs.

8. MESURES DE SECURITE

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues dans l'exécution des prestations. L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses techniques particulières qui énoncent les consignes à respecter du fait de ces obligations de sécurité et de confidentialité.

9. CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire se reconnaît lié par une stricte obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter de façon absolue ces obligations par son personnel.

En cas de manquement à cet impératif, le marché serait immédiatement résilié aux torts du titulaire, sans préjudice de poursuites civiles ou pénales que pourraient engager la Caf envers le titulaire fautif.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Cf. RGPD joint à compléter.

11. RESPONSABILITE - ASSURANCES

11.1 Responsabilité

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que cette exécution peut causer directement ou indirectement :

- A son personnel ou à des tiers,
- A ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le titulaire a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

11.2 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, lors du dépôt de son offre et avant tout début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité civile au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Cette attestation doit dater de moins de 3 mois.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

12.Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

12.1 Vérification périodique de la régularité de la situation ~~fiscale~~ et sociale du titulaire

En application de l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à autorisation de travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - sa date d'embauche,
 - sa nationalité.
- une attestation de régularité fiscale attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondant aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et sur la TVA délivrée par l'administration fiscale ;

12.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

- En cas de non-présentation des documents susvisés, une notification sera adressée au titulaire dans laquelle le pouvoir adjudicateur exigera la production des pièces dans un délai d'un mois. Faute de produire les documents précités dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.
- Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation. Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre

recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

13. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations au titre du marché qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par la Caf concernée. En raison du caractère réservé du marché, seuls les prestataires relevant de la même qualification (opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés) pourront prétendre à être agréés.

Dans le cas où le titulaire sous traiterait une partie des prestations lui incombant au titre du marché, le titulaire communique aux sous-traitants en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de la Caf concernée de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

14 CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES

Durant la période de validité du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au représentant de la Caf du Rhône tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf du Rhône des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la Caf du Rhône ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement du présent marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

15. RESILIATION DU MARCHE

15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation. La résiliation se fera sous préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la réception.

15.2 Résiliation pour faute du titulaire

En application de l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié au tort du titulaire

16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application de l'article 45 du CCAG FCS, lorsque le Titulaire se révèle manifestement incapable d'exécuter les prestations, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexactitude par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

17. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions judiciaires compétentes.; Elles élisent pour se faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

18 PROCEDURE DE MEDIATIONS ET DE RECOURS

18.1 Organes chargés des procédures de médiation

En application de l'article R 2197-1 du Code de la commande publique, la personne publique et le titulaire peuvent, dans le cadre d'une médiation, recourir à l'organe ci-dessous :

mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

18.2 Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent pour connaître de toute difficulté, litige ou contestation qui pourrait naître à l'occasion de cette consultation est le :

Tribunal judiciaire de Lyon
Secrétariat du Greffe du TJ de Lyon
67 rue Servient 69003 Lyon
Tél. : 04.72.60.70.12 – tj-lyon@justice.fr

19. DEROGATION AUX TEXTES GENERAUX

Article du CCAP.	Disposition	Dérogation au CCAG.
Article 3	Pièces constitutives du marché	Article 4
Article 5	Pénalités	Article 14
Article 15	Résiliation pour motif d'intérêt général	Articles 38 et 42